

SERVICE DES PENSIONS

10, BOULEVARD GASTON-DOUMERGUE

44964 NANTES CEDEX 9

www.pensions.bercy.gouv.fr

Nantes, le 17 NOV 2008

Le Chef du Service des Pensions

Référence : n° P 60

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics
et de la Fonction Publique

à

Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétaires
d'Etat

Mesdames et Messieurs les Secrétaires généraux des
Etablissements Publics de l'Etat et Autorités
Indépendantes

*A l'attention des services et bureaux chargés de la
gestion des personnels détachés sur emplois ne
conduisant pas à pension.*

**Objet : Transfert des données sociales (DADS-U). Fonctionnaires de l'Etat, civils et militaires
détachés sur emplois ne conduisant pas à pension de l'Etat ou de la CNRACL.**

**Application de l'article 8 du décret n° 2007-1796 du 19 décembre 2007 relatif à la cotisation et à la
contribution dues pour la couverture des charges de pensions et allocations temporaires d'invalidité
des fonctionnaires de l'Etat, des magistrats et des militaires détachés, ainsi que des agents des
offices ou établissements de l'Etat dotés de l'autonomie financière**

L'article 8 du décret visé en l'objet prévoit que chaque **employeur d'accueil** de fonctionnaires de l'Etat, d'un office ou établissement de l'Etat doté de l'autonomie financière, de magistrats ou de militaires, détachés dans un emploi ne conduisant pas à pension du code des pensions civiles et militaires de retraite ou de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, adresse au service des pensions du ministère chargé du budget, « *pour chaque année civile écoulée et avant le 31 janvier de l'année suivante, une déclaration comportant l'indication des montants de cotisations et contributions versés, des périodes et quotités travaillées, des grade, échelon et indice détenus par l'intéressé et du traitement correspondant, constitutif de l'assiette des cotisations et contributions (...)* ».

L'employeur d'origine (administration ou établissement public) des agents détachés sur emplois ne conduisant pas à pension est seul centralisateur des informations relatives à la destination d'accueil des agents relevant de sa gestion.

Il reste, dans ces conditions, le médiateur naturel de **transmission de l'information vers l'employeur d'accueil**. Aussi vous serais-je obligé d'assurer une diffusion de la présente circulaire auprès des employeurs d'accueil des agents pour lesquels une déclaration annuelle des données sociales est obligatoire.

Cette circulaire vise à préciser le périmètre de la déclaration (I), les modalités de transmission (II) ainsi que rappeler les pénalités encourues en cas de défaut de production dans les délais prescrits ou d'inexactitude des renseignements transmis (III).

.../...

I - Le périmètre de la déclaration :

1.1 - Les catégories d'agents :

Une déclaration annuelle sera établie au titre des fonctionnaires de l'Etat, magistrats ou militaires détachés sur un emploi ne conduisant pas à pension de l'Etat ou de la CNRACL.

Les agents détachés pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical sont rattachés à cette catégorie d'emploi.

Par contre, les fonctionnaires détachés auprès d'un organisme étranger ou international sont exclus du périmètre de la déclaration.

Rappel : Les emplois sont qualifiés de "**ne conduisant pas à pension**" lorsqu'ils ne sont pas régis par un statut particulier fixé par décret pris en application du statut général des fonctionnaires.

L'emploi est alors, le plus souvent, occupé sur contrat.

Durant son détachement sur un tel emploi, le fonctionnaire de l'Etat bénéficie de l'avancement de carrière dans son corps d'origine. Les services accomplis durant la période de détachement sont pris en compte dans la constitution du droit et la liquidation de la pension de retraite.

Les cotisations de retraite qui sont précomptées par l'employeur d'accueil sur le traitement d'activité qu'il verse et la contribution pour pension dont cet employeur est lui même redevable, sont calculées sur le traitement afférent à l'indice de rémunération de l'agent dans sa carrière d'origine.

1.2 - Les employeurs déclarants :

Tout organisme, privé ou public, employeur des catégories d'agents incluses dans le périmètre, est tenu d'établir la déclaration annuelle prévue par le décret du 19/12/2007.

Il s'agit :

- ⇒ des administrations et établissements publics de l'Etat,
- ⇒ des collectivités territoriales et établissements publics en relevant,
- ⇒ des établissements de santé,
- ⇒ des entreprises publiques ou groupements d'intérêt public,
- ⇒ des entreprises ou organismes privés d'intérêt général ou de caractère associatif
- ⇒ des députés ou sénateurs ou parlementaires européens.

Lorsque l'employeur est une administration de l'Etat ou un organisme sous convention de paye à façon avec la Direction Générale des Finances Publiques, les opérations relatives à la déclaration annuelle seront effectuées par les services de cette Direction.

1.3 - Les éléments de la déclaration :

L'employeur déclarera annuellement au Service des Pensions de l'Etat :

- ⇒ les grade, échelon et indice détenus par l'agent détaché dans son administration d'origine,
- ⇒ le traitement indiciaire correspondant, constitutif de l'assiette des cotisations salariales et contributions employeur,
- ⇒ les montants des cotisations et contributions versés,
- ⇒ les périodes et quotités travaillées au cours de l'année écoulée faisant l'objet de la déclaration.

.../...

II – Les modalités de transmission de la déclaration :

2.1 - L'établissement de la déclaration au format DADS-U

Le Service des Pensions de l'Etat est désormais partenaire du système de transfert de données sociales institué par le décret du 16/12/1985 (décision du comité de direction N4DS du 16 octobre 2008) ; il est habilité à utiliser le format d'échange de données DADS-U (déclaration automatisée de données sociales unifiée).

La déclaration qui sera émise en janvier en application de l'article 8 du décret du 19 décembre 2007, sera donc à établir au moyen de la DADS-U, gérée par le Centre national de transfert de données sociales relevant de la CNAV ; le CNTDS se chargera, après contrôle, de transférer au SPE les données relatives aux agents détachés, qui lui sont destinées.

L'employeur trouvera sur le site www.e-ventail.fr le guide d'utilisation de la DADS-U dans lequel lui seront données toutes les indications utiles pour remplir les différentes rubriques de la version en vigueur (V08 R08) et, en particulier, celles qui ont été introduites à la demande du SPE en vue de recueillir les données relatives aux agents détachés sur emploi ne conduisant pas à pension.

Il pourra également, sur les aspects « métier », obtenir l'aide nécessaire auprès du SPE ; une boîte fonctionnelle est mise à sa disposition à cet effet dont l'adresse est la suivante : dadsu.sp@sp.finances.gouv.fr

2 2 - Les groupes de données de la DADS-U à remplir

Le message DADS-U destiné au SPE se composera, outre les groupes de données communs à tous les organismes destinataires (relatifs à l'émetteur (S10.), à la déclaration de l'entreprise (S20.), à l'identification du salarié (S30.), à la période d'activité du salarié (S41), des groupes se rapportant spécifiquement aux agents de l'Etat détachés et destinés à recueillir les informations prévues par le décret du 19/12/2007 :

- ⇒ le groupe S41 G10 25 qui décrit la situation de grade, d'échelon et d'indice de l'agent détaché, dans sa carrière d'origine
- ⇒ le groupe S41 G10 15 qui traite du cas particulier dans lequel les cotisations et contributions sont calculées sur la base d'un grade et d'un échelon que l'agent a cessé d'occuper et dotés d'un indice supérieur à celui dont il bénéficie au moment de la déclaration
- ⇒ groupe S47 G05 05 destiné à recueillir les montants de cotisation et de contribution pour pension et pour allocation temporaire d'invalidité et le montant du traitement constitutif de l'assiette

2 3 - La transmission de la déclaration

La déclaration au format DADS-U sera présentée sous la forme d'un fichier dématérialisé qui devra être déposé à partir du 5/01/2009 et jusqu'au 31/01/2009, sur le site internet de Net Entreprise, service proposé aux employeurs et à leurs mandataires par l'ensemble des organismes de protection sociale pour effectuer en ligne leur déclaration de données sociales.

L'adresse de ce site est la suivante : www.net-entreprises.fr

Pour pouvoir déposer sa déclaration de données sociales à cette adresse internet, l'employeur devra d'une part être équipé d'un logiciel de paie conforme à la norme DADS-U et, d'autre part, s'inscrire en ligne au service Net entreprise, l'inscription en cause étant gratuite.

Avant dépôt de la déclaration, il est conseillé de procéder à un test qui révélera si la DADS-U est conforme aux règles de présentation fixées et si les informations déclarées sont cohérentes entre elles. Ce test nécessitera l'installation du logiciel DADS-U CTL, téléchargeable sur le site de Net entreprises à partir du 12/11/2008.

.../...

III – Les pénalités :

Selon les dispositions de l'article 8 du décret du 19 décembre 2007, en cas de défaut de production de la déclaration dans les délais prescrits ou d'inexactitude des renseignements, l'employeur encoure une pénalité de 7, 5 euros par salarié ou assimilé figurant sur le dernier bordereau ou la dernière déclaration remise par l'employeur ; lorsque l'employeur n'a jamais produit de bordereau ou de déclaration ou lorsque le dernier bordereau produit comporte la mention " néant ", la pénalité de 7,5 euros est encourue pour chaque salarié ou assimilé dont le contrôle a révélé l'emploi dans l'entreprise. Le total des pénalités ne peut excéder 750 euros par bordereau ou déclaration. Si le retard excède un mois, une pénalité identique est automatiquement appliquée pour chaque mois ou fraction de mois de retard.

Pour le Ministre du Budget, des Comptes Publics
et de la Fonction Publique
Le Chef du Service des Pensions

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Casanova'.

Alain CASANOVA